

# Relations Russie – Europe

## Le coût de la méconnaissance

---

Denis Krasnov

### Abstract

**Keywords:** *Russia, strategic partnership, European Neighbourhood Policy, misunderstandings, culture vs politics.*

*In this paper, we provide a critical assessment of current political relations between the EU and Russia. Today, these relations are mainly framed within a strategic partnership that encompasses four “common spaces”: (1) the economy, (2) liberty, security, and justice, (3) external security, and (4) education, culture and research. This partnership is different from those involved by the ENP (European Neighbourhood Policy), which usually frames the relationships between the EU and its neighbours, but shares its rationale: “everything but institutions”. This limitation has a cost – that of misperceptions and misunderstandings.*

**Mots-clés :** Russie, Partenariat stratégique, Politique européenne de voisinage, méconnaissance, culture versus politique.

Cet article se propose de dresser un état des lieux critique des relations entre l'UE et la Russie. Au jour d'aujourd'hui celles-ci sont, pour une large part, encadrées par un Partenariat stratégique qui couvre quatre « espaces communs », à savoir : (1) économie, (2) liberté, sécurité et justice, (3) sécurité extérieure et (4) recherche et éducation, y compris les aspects culturels. En cela ledit partenariat fait exception à la Politique européenne de voisinage, généralement appliquée aux voisins de l'UE n'entrant pas dans le projet d'adhésion. Bien que ce cadre soit dérogatoire – traduisant sans doute la perception d'un destin partagé sans institutions communes, c'est-à-dire la formule prônée par la Commission Prodi : « Tout sauf les institutions » – il ne rencontre pas complètement les aspirations réciproques de chacun des acteurs. Ce hiatus a un coût, le coût de la méconnaissance.

## 1. Du concept d'Europe pour les Russes

Qu'est-ce que l'Europe pour les russes ? C'est tout d'abord le continent par rapport auquel ils s'identifient depuis plusieurs siècles. Pour ces derniers, l'Europe semble être aussi proche que lointaine. D'une part, proche en termes physiques, matériels comme l'espace primaire d'où vient historiquement une grande motivation à se réformer, à se moderniser, à s'organiser économiquement et politiquement selon les meilleurs modèles européens. D'autre part, pour la Russie d'aujourd'hui qui connaît une grande renaissance religieuse après un siècle d'oubli de ses racines chrétiennes sous le communisme, l'Europe devient de plus en plus éloignée en termes spirituels. L'Europe est le continent qui a pratiquement occulté Dieu et ses valeurs religieuses en les remplaçant par les valeurs quasi-éphémères des droits de l'homme et de la société de consommation.

« Chaque pierre nous est chère en Europe » – disait dans son prophétique *Journal de l'écrivain* Fedor Dostoïevski – un grand russe qui aimait la « Vieille Europe » avec autant de force qu'il ne pouvait accepter dans son âme l'Europe rationaliste avec son culte absolu de l'être humain – le culte qui ne mène, selon lui, qu'à un gouffre. Cette attitude de Dostoïevski recouvre dans une large mesure la dichotomie de la perception de l'Europe par les russes qui devient à nouveau évidente au début du XXI<sup>ème</sup> siècle.

Tandis que la plupart des russes profitent de l'ouverture des frontières pour jouir des vues et de l'esprit de la « Vieille Europe », les grands intellectuels Russes – dont Alexandre Soljenitsyne – continuent à poser des questions majeures concernant directement l'avenir des relations russo-européennes : Quelle est la place de la Russie dans la Grande Europe ? Le pays appartient-il à la civilisation européenne ? Convient-il de privilégier l'identité européenne en tant qu'identité dominante ?

## 2. Culture versus politique ?

Ces questions se posent depuis des siècles. C'est assez curieux que l'une des premières réponses à celles-ci soit venue de l'Europe elle-même. Oswald Spengler, dont l'héritage philosophique est peut-être injustement sous-estimé en Europe, dans son célèbre *Déclin de l'Occident* a appliqué la notion de « pseudomorphose » à l'égard de la Russie. Ce concept visait le fait que, depuis Pierre I et ses grandes réformes « à l'européenne », la Russie a subi l'immense influence d'une civilisation qui lui était étrangère par l'esprit, la culture et l'histoire. Par conséquent, le pays a choisi une « fausse voie » d'entrée dans la civilisation européenne au lieu de concentrer ses jeunes forces sur le développement de son propre potentiel civilisateur.

Que l'on soit d'accord ou non avec une pareille vision des choses, il est assez difficile de nier qu'il existe toujours une sorte de méfiance et un manque de compréhension dans les relations russo-européennes. Or normalement il ne devrait pas en être ainsi au sein d'une vraie famille partageant une culture commune. Spengler devait sans doute

avoir connaissance d'un proverbe russe apparu à l'époque de Pierre I qui semble toujours être symptomatique : « Ce qui est bon pour le russe est la mort pour l'allemand ».

Les différences culturelles sont remarquables. À ce propos, je me souviens d'une conversation au Collège de l'Europe avec le grand historien européen Bronislaw Geremek. À sa manière inoubliable, Geremek m'a interpellé au moyen d'une question au moment où je parlais des relations entre l'Union européenne et la Russie :

Pourquoi, disons, les Français qui vont en Italie ou en Grande Bretagne se sentent là-bas comme chez eux, c'est-à-dire « en Europe », tandis qu'ils ne développent pas le même sentiment quand ils se rendent en Russie ?

Je n'avais rien à répondre. Il est des questions qui n'appellent pas de réponse.

En étant d'accord avec Geremek, je préfère ne pas soutenir les réflexions généralistes de ceux qui, comme Dominique Moïsi, disent que la Russie « est européenne par sa culture et asiatique par sa politique ». Pour moi, il y a une contradiction évidente dans cette hypothèse. La culture politique provient nécessairement de la culture en général. Dès lors, elles ne peuvent être séparées l'une de l'autre. Même s'il y a une ambivalence dans la perception européenne de la vie « à la russe », ce fait ne nous indique rien d'autre que l'Europe regarde la Russie comme « l'autre monde » qui est difficile d'appréhender avec la logique habituelle du raisonnement européen.

On peut objecter bien sûr qu'il y a beaucoup d'éléments du patrimoine culturel de la Russie qui font pour une large part corps avec l'esprit européen. Effectivement, Dostoïevski et Chostakovitch, Tolstoï et Tchaïkovski, Tchekhov et Rachmaninov et beaucoup d'autres russes célèbres ont fait beaucoup pour le rapprochement de nos peuples, mais il serait un peu superficiel d'utiliser leurs noms pour apprécier nos cultures comme identiques. D'une part, leur héritage est universel. De telle sorte qu'il est aussi européen que l'héritage universel de Shakespeare, Goethe ou Beethoven est russe, africain ou bien américain. D'autre part, cela ne les empêche pas de rester profondément nationaux.

Voilà pourquoi l'étude des œuvres de ces grands hommes à travers le prisme des problèmes russo-européens de nos jours pourrait contribuer largement à les solutionner en brisant les stéréotypes et en étant sans doute plus propice au développement de la coopération que la recherche strictement politologique. Sans ce contexte, on peut discuter indéfiniment, par exemple, sur la nécessité ou le contenu possible d'un nouvel accord entre Moscou et Bruxelles, tout en restant chaque fois égaré à propos de l'essence du dialogue qui point sous la surface diplomatique.

Dans son article dédié au 50<sup>e</sup> anniversaire de la signature du Traité de Rome, Vladimir Poutine, président russe de l'époque, a fait jour sur le rapport contemporain « culture – politique » :

Au point de vue de l'esprit et de la culture, la Russie est partie intégrante à la civilisation européenne. Notre peuple a contribué de manière inappréciable à son développement. L'histoire des relations entre la Russie et l'Europe est celle de l'influence mutuelle et du bénéfice. Le développement des liens multiples avec l'UE est un choix fondamental de la Russie. C'est vrai qu'à moyen terme nous n'avons

pas, pour des raisons évidentes, l'intention soit d'adhérer à l'UE soit d'établir quelque forme d'association institutionnelle avec elle. En considérant la situation pragmatiquement, la Russie vise à construire ses relations avec l'UE sur la base du traité et du partenariat stratégique<sup>1</sup>.

L'idée de la création des quatre espaces communs : économique et ceux de liberté, sécurité et justice ; sécurité extérieure ; recherche et éducation, y compris les aspects culturels – peut être envisagée en tant que signe de cette perception mutuelle du destin partagé sans institutions communes. C'est cette formule exactement « tout sauf les institutions » déclarée il y a quelques années par Romano Prodi, ex-président de la Commission européenne, qui domine la coexistence russo-européenne depuis les années 1990. Mais qu'est-ce que c'est, ce « tout » et est-ce que ce « tout » est une véritable réalisation du potentiel énorme des relations en pratique ?

Comme l'expérience de la coopération UE-Russie pendant les quinze dernières années le démontre, les mots et les objectifs ambitieux qui sont écrits sur le papier ne sont pas souvent suivis des mesures concrètes de leur mise en œuvre.

### 3. Les années 1990 : Illusions et désillusions

Dans la seconde moitié des années 1980, Mikhaïl Gorbatchev, chef de l'Union soviétique, a promu une approche assez idéaliste de l'avenir du continent européen en parlant de la « maison européenne commune » et en classant la Russie parmi ses « habitants » inaliénable :

Quelques-uns en Occident essaient d'exclure l'Union soviétique de l'Europe. Ils assimilent « l'Europe » à « l'Europe occidentale ». Néanmoins, de telles astuces ne peuvent pas changer les réalités géographiques et historiques. Les liens commerciaux, culturels et politiques de la Russie avec les autres nations européennes sont enracinés profondément dans l'histoire. Nous sommes européens. La vieille Russie a été unie à l'Europe par la chrétienté. L'histoire de la Russie est une partie organique de la grande histoire européenne<sup>2</sup>.

La création de l'Union européenne a coïncidé avec l'effondrement de l'URSS à laquelle la Russie a succédé. Le nouveau statut de la Russie – celui d'un « État libre » qui aurait pu bénéficier pleinement de son transit démocratique rapide – a donné à l'élite russe le sentiment d'une « entrée simple » dans le camp des pays développés. Ceux-ci, à

---

<sup>1</sup> Vladimir Putin. *50 Years of the European Integration and Russia*. – 25 March 2007 / <http://www.russian-belgium.be/node/23547>.

<sup>2</sup> *From the USSR to Gorbatchev to Putin: Perestroika as a Failed Excursion from "the West" to "Europe" in Russian Discourse* / Iver B. Neumann (2002), *The meaning of Europe: variety and contention within and among nations*, Edited by Mikael af Malmberg and Bo Stråth., Oxford, New York: Berg, 2002, p.191.

leur tour, auraient dû accepter la Russie en tant que partenaire « égal » qui allait devenir de plus en plus similaire à eux-mêmes. Ce n'est pas donc surprenant que dans les années 1990 le premier président russe Boris Eltsine et son premier ministre Viktor Tchernomyrdine fasse parfois de naïves déclarations sur la possibilité ultérieure d'une adhésion de la Russie à l'Union européenne en vue à long terme.

Dès le début, les officiels européens n'ont pas voulu mettre une telle question à l'ordre du jour. Voilà pourquoi, au fil des années qui passaient, les illusions de Moscou à propos d'un accès rapide aux bénéfices d'un « monde occidental », ou du moins « européen » ont échoué de manière assez dramatique, en se transformant en une espèce d'aliénation, notamment dans le contexte des élargissements successifs de l'UE et de l'OTAN qui ont largement ignoré les intérêts et préoccupations russes.

Toutefois, il est important de souligner la différence entre l'attitude russe envers l'UE et envers l'Alliance atlantique. Si cette dernière a été considérée comme un bloc toujours hostile qui présentait une menace pour la sécurité nationale russe, la première était regardée avec respect comme un exemple attractif d'intégration fondée sur la paix, le développement stable et la prospérité. Or, quand bien même la plupart des pays de l'Union faisait partie de l'OTAN, la perception de l'UE était jusqu'à un certain point dissociée des caractéristiques purement négatives attachées à l'Alliance atlantique.

En ce qui concerne les États-membres eux-mêmes, ils écartaient l'idée d'une accession russe à l'UE sur pieds du raisonnement suivant : La Russie est un trop grand pays de par son territoire et sa population, elle a une stratégie militaire indépendante et une voix propre et forte sur la scène internationale. L'adhésion de ce vaste voisin changerait inévitablement non seulement l'équilibre du pouvoir au sein de l'Union, mais également l'essence même de son organisation. Par ailleurs, les difficultés et les problèmes que connaissait la Russie pendant son transit démocratique – qui n'est pas encore terminé – aussi bien que son incapacité d'envisager leurs conséquences, ne pouvaient pas être des facteurs contribuant à son intégration éventuelle à l'Union européenne. Alors, au terme des années 1990, la période « romantique » des relations UE-Russie s'est clôturée pour être remplacée par une nouvelle vision de coexistence.

Eu égard à ce qui précède, le résultat complet du dialogue et de la coopération entre la Russie et l'Europe occidentale dans les années 1990 consiste au fait que les deux parties, premièrement, ont accumulé une grande expérience pragmatique d'interaction dans le nouveau cadre politique et légal, et, deuxièmement, ont obtenu une conception plus claire des difficultés et des problèmes irrésolus de la coopération et de ses directions prioritaires<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup>“Europe: yesterday, today, tomorrow”, Institute of Europe of the Russian Academy of Sciences, *Moscow: Economics*, 2002, p.386.

L'idée même de l'adhésion possible de la Russie à l'UE a presque disparu du contexte politique. Pourtant, ceci n'a pas signifié que Moscou et Bruxelles ont perdu leur intérêt l'un pour l'autre.

#### 4. De 1999 à aujourd'hui : Le partenariat réaliste

Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir, une nouvelle ligne directrice a orienté les relations UE-Russie. La politique extérieure « multidimensionnelle » est devenue une nouvelle priorité du Kremlin. Une importance particulière a été donnée à une revitalisation de la Communauté des États indépendants et à la recherche d'autres alternatives de partenariats. Les conceptions eurasiatiques ont commencé à regagner du terrain dans le discours géopolitique de la Russie. Toutefois, le pays n'a eu en aucun cas l'intention de rompre ses relations avec l'Europe, qui était déjà devenue l'un des partenaires commerciaux majeurs de Moscou. La conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie en est la preuve vivante :

Les relations avec l'Union européenne sont d'une importance clé. Les processus qui continuent au sein de l'UE ont un impact croissant sur la dynamique de la situation en Europe. Ceux-ci sont l'expansion de l'UE, la transition à la devise commune, la réforme institutionnelle, ainsi que l'émergence d'une politique extérieure commune et de la politique dans le domaine de la sécurité, aussi bien que de la défense. En considérant ces processus en tant que composantes objectives du développement européen, la Russie cherchera le respect de ses intérêts, y compris dans la sphère des relations bilatérales avec les États-membres de l'UE. La Fédération de Russie considère l'UE comme l'un de ses partenaires politiques et économiques principaux et visera à développer avec elle une coopération intensive, stable et à long terme, sans fluctuation conjoncturelle<sup>4</sup>.

L'année 2004 a été l'une des plus dures années dans les relations UE-Russie. Ladite année a été marquée par un nombre des rapports acerbes de Bruxelles sur l'état de la démocratie en Russie. Auxquels s'ajoutèrent les différends profonds relatifs aux conséquences de l'élargissement de l'Union sur les affaires commerciales de la Russie avec les nouveaux États-membres. Ainsi se dégageait une sorte de rupture entre les deux partenaires qui se trouvaient au fur et à mesure plus loin l'un de l'autre.

Bernard Bot, à l'époque ministre néerlandais des affaires étrangères, a écrit en 2004 :  
Peut-être, les européens ne comprennent pas les complexités de la gouvernance d'un aussi grand pays que la Russie. Cependant, à juste titre, je voudrais mettre en relief le fait que les politiciens russes critiquent aussi l'UE en disant qu'elle est difficile à

---

<sup>4</sup>The Foreign Policy Concept of the Russian Federation, 28 June 2000  
<http://www.fas.org/nuke/guide/russia/doctrine/econcept.htm>.

comprendre, bureaucratique et arrogante. Les européens doivent prendre de telles critiques au sérieux<sup>5</sup>.

## 5. La politique européenne de voisinage et la Russie : Nouvelle perception en action

L'autre signe de la perception largement perturbée s'est présenté à l'occasion de la nouvelle vision de l'avenir du continent européen que constitue la Politique européenne de voisinage (PEV) lancée par l'UE en 2004.

Depuis sa mise en œuvre, les autorités russes ont critiqué cette initiative parce qu'elle est vue comme une tentative de l'Union d'organiser l'espace du Sud et de l'Est de l'Europe sans prendre en considération les intérêts stratégiques des autres acteurs concernés, en ce compris ceux de la Russie, cette dernière ayant été initialement incluse dans le cadre de cette politique mais ayant refusé d'y participer.

Tout d'abord, la Russie regrette l'insuffisante prise en compte de la spécificité russe. Elle ne veut pas être incluse dans une politique qui s'adresse également à des pays très différents d'elle. Surtout, dans la vision russe tous les voisins de l'Union européenne ne sont pas d'importance égale. Le manque d'une telle diversification « est perçue en Russie, au mieux, comme un manque de priorités claires, au pire comme un rejet de Moscou. Or, la Russie se considère comme un partenaire particulier de l'Union<sup>6</sup> ».

Comme la PEV comporte l'objectif d'influencer la résolution des conflits dans une région d'importance vitale pour la Russie, elle représente à cet égard une déception pour le pays. En effet, l'Union place le partenariat russo-européen dans le contexte plus large du voisinage, et développe sa propre stratégie de sécurité vis-à-vis des voisins en marge de ses relations avec Moscou. La Russie se perçoit comme un acteur à part entière dans ce processus, non comme un spectateur, elle refuse donc d'être un simple objet de la politique européenne. Ainsi, au-delà de la spécificité russe, c'est la spécificité du partenariat russo-européen qui semble niée dans cette nouvelle politique.

Par conséquent, la politique de voisinage suivie par les initiatives ultérieures – telles que la « Synergie de la Mer Noire » et le « Partenariat oriental » – marque une inflexion dans la perception russe de l'Union européenne. Auparavant critiquée pour son engagement insuffisant, l'Union apparaît désormais comme un rival potentiel de la Russie, en ce qui a trait à l'influence. La vision globale développée par l'UE pour tous les États frontaliers traduit, pour la Russie, une méconnaissance des spécificités de chaque voisin, et en particulier des siennes. Finalement, les réticences russes quant à l'approche pro-

<sup>5</sup> Bernard Bot, "Why Russia and the EU need one another", *Izvestia*, 18 October 2004.

<sup>6</sup> Laure Delcour. La politique de voisinage et les relations russo-européennes: partenariat stratégique ou lutte d'influence? / Etudes européennes, n°9, 2006.

mue par l'UE reflètent la différence de nature entre les deux acteurs. Alors que la Russie est un État souverain dont le système de décision est centralisé, l'Union est un système de gouvernance à plusieurs niveaux dont l'identité, moins clairement affirmée, repose essentiellement sur l'édification d'un socle de normes et de valeurs promues dans les politiques intérieures et extérieures.

Le fait que nous sommes différents ne doit pas nous diviser. Au contraire, il devrait nous encourager à cultiver la connaissance mutuelle qui est nécessaire même sans considérations politiques. En fin de compte, « Unifié en diversité » n'est-elle pas la maxime sur laquelle se construit l'Union européenne.